

# Echec de la lutte contre le

PAR  
BERNARD ADAM\*

**S**URVENUS NEUF JOURS avant le premier anniversaire du déclenchement de la guerre en Irak, les attentats du 11 mars 2004 à Madrid indiquent l'échec de la politique de lutte contre le terrorisme international menée sous le leadership des Etats-Unis.

Le 28 janvier 2003, le président George W. Bush avait affirmé dans son

\* Directeur du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Bruxelles.

discours sur l'état de l'Union : « Des preuves émanant de nos services de renseignements, des communications secrètes et des déclarations de personnes actuellement en détention révèlent que Saddam Hussein aide et protège des terroristes, notamment des membres d'Al-Qaida. » Quelques jours plus tard, le 5 février 2003, le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, présentait devant le Conseil de sécurité un véritable réquisitoire donnant une série de précisions sur les liens entre l'Irak et Al-Qaida.

La communication du gouvernement américain a été tellement persuasive que, au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Irak, 44 % des

Américains croyaient, de manière erronée, que certains ou la plupart des pirates de l'air impliqués dans les attentats du 11 septembre 2001 étaient irakiens, 45 % étant même convaincus que Saddam Hussein était personnellement impliqué dans les attentats.

Pourtant, quelques jours avant l'exposé de M. Powell au Conseil de sécurité, les journaux américains avaient révélé que, à la CIA et au FBI, on s'était étonné des affirmations péremptoires des membres du gouvernement. Certains fonctionnaires de la CIA s'étaient plaints de l'exagération des résultats de leurs investigations sur l'Irak, notamment sur les liens potentiels avec le terrorisme. En Europe, les experts des

services de renseignement estimèrent qu'il n'y avait aucune preuve d'un lien quelconque avec Al-Qaida.

Un an après, on constate que les deux arguments majeurs qui ont justifié l'entrée en guerre des Etats-Unis se sont révélés faux : aucune arme de destruction massive n'a été trouvée, et les liens avec Al-Qaida sont apparus inexistant. Face à cette réalité, les gouvernements américain et britannique ont tenté à plusieurs reprises de faire dévier les critiques vers les services de renseignement, alors que ce sont bien des membres de ces deux gouvernements qui ont réalisé ce qui apparaît comme une opération de manipulation.

La position des Etats-Unis et de leurs alliés dans l'opération irakienne est d'autant plus inconfortable que la situation de la sécurité publique en Irak empire de mois en mois. Depuis que le président Bush a déclaré la fin de la guerre, le 1<sup>er</sup> mai 2003, jusqu'à la fin février 2004, les forces alliées ont subi une moyenne de 17 attaques par jour, et le nombre des Américains tués en Irak a été de 407, contre 148 avant le 1<sup>er</sup> mai 2003. Les attentats touchant la population civile n'ont pas diminué. Si les liens entre les partisans de Saddam Hussein et Al-Qaida étaient inexistant avant la guerre, il est fort probable que, par la suite, des coopérations aient pu s'établir entre eux.

Dès octobre 2003, le doute avait été perceptible au sein même du gouvernement américain. Le quotidien *USA Today* publiait le texte d'un mémorandum de M. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense. « Nous manquons d'outils pour mesurer si nous gagnons ou perdons la bataille mondiale contre le terrorisme. Mon impression est que nous n'avons pas fait aujourd'hui de progrès vraiment décisifs », indiquait-il, en reconnaissant de plus que la cause du djihad contre l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier n'avait pas reculé. Au contraire, concluait M. Rumsfeld, elle a fait de nouveaux adeptes dans le monde musulman, et l'intervention en Irak y a largement contribué.

**F**IN 2003, des analyses critiques se sont faites plus incisives. Selon Jeffrey Record, qui travaille pour un centre de recherche de l'armée américaine, « sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat injustifié et sans fin ». Selon lui, la guerre en Irak est « une guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci ». Début janvier 2004, la revue

# terrorisme

spécialisée *Jane's Intelligence Digest* ne dit pas autre chose en affirmant que les renseignements disponibles avant l'entrée en guerre ne justifiaient pas l'intervention américaine et que non seulement les opérations en Irak sont une diversion dans la lutte contre le terrorisme, mais que, de plus, elles minent davantage la sécurité intérieure des Etats-Unis.

PLUSIEURS ANALYSTES constatent que le bellicisme américain a ouvert un nouveau front, a offert une motivation supplémentaire et une cause nouvelle à certains groupes terroristes, à l'intérieur de l'Irak, mais aussi ailleurs dans le monde.

Après les attentats du 11 mars à Madrid, l'ancien envoyé spécial de l'Union européenne au Proche-Orient, l'Espagnol Miguel Angel Moratinos, a affirmé : « *La stratégie qui a été menée par l'administration américaine et d'autres pays occidentaux a échoué d'une façon fracassante* », ajoutant : « *Cette politique unilatérale de guerre préventive a mené au chaos et au désastre.* » De son côté, le président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi, déclarait au quotidien *La Stampa* : « *Il est clair que le conflit avec les terroristes ne se résout pas par la force. Rappelons-nous que nous sommes à un an du début de la guerre en Irak (...). Le bilan est négatif. Il l'est en Irak et il l'est hors d'Irak : Istanbul, Moscou, Madrid. Le terrorisme, qui devait être arrêté par cette guerre, est infiniment plus puissant aujourd'hui qu'il y a un an.* »

L'échec de la politique des Etats-Unis et de leurs alliés s'explique par deux erreurs fondamentales. La première se situe au fondement même de la politique définie par Washington, qui considère le terrorisme comme une maladie en soi, alors qu'il est le symptôme d'un mal vécu par certains groupes. Une lutte efficace et durable devrait donc s'atta-

quer aux causes profondes qui motivent les responsables de tels actes. Elle exige dès lors un travail à long terme, bien au-delà de la répression, ne produisant véritablement ses effets que des années plus tard.

La deuxième erreur est la surestimation de l'efficacité des moyens militaires et sécuritaires. S'attaquer à des Etats ou à des groupes dangereux avec des moyens militaires lourds ne permet pas de cibler correctement les adversaires. Cette « guerre asymétrique » est extrêmement coûteuse (la guerre en Irak a coûté jusqu'à présent 70 milliards de dollars), totalement inefficace et source de nouveaux problèmes.

Par ailleurs, il est illusoire de croire que les sociétés démocratiques du monde industrialisé peuvent se constituer en forteresses face au reste de la planète. La mondialisation des échanges, la volonté d'accélérer la circulation des biens et des personnes (dans un but économique, notamment) et la nécessité de préserver les libertés et les droits fondamentaux pour les citoyens impliquent une très grande fluidité des déplacements et engendrent une très forte vulnérabilité.

LA SÉCURITÉ DOIT ÊTRE PERÇUE comme commune et collective dans le monde entier, et les risques et menaces existant n'importe où peuvent atteindre nos sociétés. Plutôt que le recours à la force, cela exige la mise en place de dialogues politiques pour la recherche de solutions négociées là où des revendications risquent de s'exprimer violemment. Il s'agit donc de privilégier les conceptions de règlement pacifique et de prévention des conflits, qui constituent d'ailleurs les fondements déclarés de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne.

BERNARD ADAM.